BILLET D'ANALYSE

20e Forum du Futuroscope : Quel avenir pour nos démocraties ?

Par Philippe COSTE, Ancien Ambassadeur

- ***Le vendredi 29 août 2025, la FPI a organisé le 20 e Forum du Futuroscope qui s'est tenu au Palais des congrès de Poitiers.***
- ***Cette nouvelle édition s'est attachée à interroger l'état de nos démocraties ainsi que les défis qui les traversent.***
- ***Le conseil départemental de la Vienne a apporté son soutien à cet évènement, organisé en partenariat avec le magazine L'Express.***

Le Forum du Futuroscope de Poitiers, est devenu LE grand événement qui marque traditionnellement, à la fin de l'été, la rentrée géopolitique française**. Il a revêtu cette année un éclat tout particulier puisqu'il fêtait ses vingt ans d'existence**. Cela fait en effet vingt ans déjà que ce séminaire de réflexion réunit les meilleurs esprits, venus de l'hexagone et de bien au-delà, pour débattre des grands sujets internationaux du moment sous la direction ô combien stimulante de l'ancien Premier ministre M. Jean-Pierre Raffarin, Président de la Fondation Prospective & Innovation organisatrice de l'événement. Pour cette cuvée du 20ème anniversaire, le grand amphithéâtre du Futuroscope ne réunissait pas moins de 800 participants auxquels s'ajoutaient encore un millier de spectateurs « en distanciel ». **Le Président de la République lui-même a tenu à s'adresser à la salle en vidéo-transmission**. Interrompant un instant les travaux du Conseil des ministres franco-allemand de Toulon qui se tenait au même moment, il a exprimé à la Fondation et à son président ses félicitations pour leur action et ses encouragements à la poursuivre. Il a particulièrement salué l'initiative qu'ils avaient prise d'avoir choisi de consacrer les travaux de ce 20ème Forum au thème essentiel qui est celui de la démocratie.

Si inimaginable qu'un tel diagnostic ait pu paraître il y a seulement quelques années, **force est de constater qu'aujourd'hui, la démocratie va mal**. *The Economist Intelligence Unit*, qui appartient au groupe de presse britannique bien connu, a mis au point en 2006 un « indice de démocratie » fondé sur une batterie de 60 critères appliqués à 169 pays de la planète. **En 2024, l'indice en question, qui était déjà en baisse continue depuis 2015, a atteint son plus bas point historique**, avec une note de 5,17 sur 10 en moyenne mondiale. **Le recul démocratique est général, touchant 130 pays**, l'Europe occidentale étant seule à résister avec une note de 8,38 sur 10. Il est évidemment trop tôt pour connaître les chiffres de 2025 mais il y a fort à parier qu'ils se sont encore dégradés depuis le début de l'année, et sans doute dans des proportions importantes tant **il est vrai que le travail de sape auquel se livre la Maison Blanche depuis la réélection de Donald Trump accélère l'érosion de la démocratie**.

On songe ici, entre autres, aux multiples atteintes à l'Etat de droit aux Etats-Unis, à la remise en cause des règles du multilatéralisme dans le monde, aux interventions intempestives de JD Vance et Elon Musk dans les élections allemandes, les élections roumaines, les élections polonaises... et tout le reste.

Pour examiner en détail cette situation préoccupante, Jean Pierre Raffarin a choisi de la considérer sous trois angles. **Celui de l'économie en analysant les liens entre démocratie et prospérité, celui de la société civile en évaluant la capacité éventuelle de celle-ci à sauver la démocratie, et celui de la géopolitique en s'interrogeant sur les leaderships dans les relations internationales**. Tout naturellement, ce découpage a donné lieu à trois tables rondes, à quoi se sont ajoutés les interventions de personnalités particulièrement marquantes : outre celle du Président de la République, déjà mentionnée, la salle a entendu celle de la Présidente de Géorgie, Mme Salomé Zourabichvili, celles de MM. les ministres Laurent Saint-Martin, Bruno Retailleau, Eric Dupont-Moretti et Jean François Copé, par ailleurs Président délégué de la FPI, ainsi que celle de M. Alain Weill, président de l'Express, hebdomadaire partenaire depuis quelques années du Forum du Futuroscope.

*

* *

On a longtemps pensé, à l'image de ce qui s'est passé en Europe au XIXème siècle, que **la démocratie découlait tout naturellement du développement économique** dès lors que celui-ci favorisait la constitution d'une classe moyenne qui aspirait à participer au pouvoir et l'arrachait progressivement aux oligarchies en place. Or, dans la période récente, force est de constater que les choses n'ont pas tourné de cette manière. **Au contraire, on voit aujourd'hui des pays émergents qui s'enrichissent d'année en année tout en restant fidèles à leurs régimes autoritaires** durablement confisqués par des minorités et l'on voit dans le même temps des démocraties confirmées qui végètent dans « l'improspérité ». Ce mouvement contradictoire se confirme au point qu'il a suffi d'une dizaine d'années pour provoquer un recul sensible de la démocratie dans le monde.

La rapidité du phénomène mérite qu'on s'interroge : qu'est-ce qui a bien pu provoquer un tel recul ? Peut-être l'expansion accélérée des régimes démocratiques dans les années 80 du XXème siècle ne leur a pas toujours laissé le temps de prendre racine. A son apogée, dans la décennie ou le quart de siècle qui a suivi l'effondrement de l'Union Soviétique, tels ou tels pays ont pu se rallier à ce système politique sous l'amicale pression du monde extérieur, comme par effet de mode. Ainsi sans doute certains pays africains à la suite du discours de La Baule du Président Mitterrand en juin 1990. Mais au-delà, il faut rechercher des causes plus profondes.

A la base, **la crise de la démocratie n'est pas sans lien avec la montée de l'individualisme**, favorisé par l'enfermement dans la bulle numérique, qui aboutit à remettre même en question le « vouloir vivre ensemble ». Aujourd'hui, beaucoup de nos concitoyens ont peur les uns des autres et ne souhaitent tout simplement pas vivre avec d'autres. C'est en quelque sorte une crise de la fraternité qui mine nos démocraties.

Plus prosaïquement**, il y a aussi la question de la qualité du personnel politique**. Force est de constater que l'engagement politique a cessé d'attirer les meilleurs. L'interdiction du cumul des mandats, les chicanières et intrusives obligations de transparence, la mise en concurrence avec la société civile, tout

cela décourage de nombreuses vocations. La génération des « *boomers* », préservée des épreuves qui avaient trempé le caractère de leurs parents, n'a plus traité avec le même sérieux, la même gravité, les grands enjeux de la politique. La manière dont Boris Johnson a joué avec les intérêts fondamentaux du Royaume-Uni pour des raisons de pure ambition personnelle est un cas limite mais elle illustre bien une tendance de l'époque. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant qu'on manque de *leadership*, de vision longue, de perception stratégique de la réalité..., et que l'image de la démocratie en pâtisse.

Voir loin, disait René Monory, mais aussi agir vite. Plus immédiatement**, le désenchantement dont nos démocraties font désormais l'objet a surtout beaucoup à voir avec la lenteur avec laquelle nos démocraties « délivrent »**. Les grandes questions qui taraudent l'opinion – l'immigration, l'emploi, le dérèglement climatique - restent trop longtemps sans réponse tangible et convaincante pour le plus grand nombre. La surabondance des normes a également tendance à réduire le pouvoir de décision des responsables politiques. Aussi bien, **pas moins de 73% des Français pensent qu'en démocratie, l'Etat ne peut pas faire grand-chose**... Il en résulte, sans surprise, une perte de confiance des gouvernés à l'égard des gouvernants. L'opinion finit par se demander si les régimes autoritaires ne seraient pas plus efficaces. L'exemple de la Chine est souvent invoqué, elle qui s'est hissée du sous-développement au premier rang mondial en une génération. Au moment où l'Europe s'enlise dans l'inaction, il montre avec éclat que les régimes autoritaires sont parfaitement capables de surclasser les démocraties en termes d'efficacité. Les Chinois n'hésitent pas à dire que leur régime est supérieur : parce qu'il peut plus facilement fixer des objectifs à long terme et plus facilement mobiliser les énergies pour les atteindre.

Si la Chine se pose en modèle alternatif à la démocratie, la Russie, elle, se borne à essayer de la détruire. C'est le défi qu'elle lance à l'Ukraine mais aussi à la Géorgie, à la Moldavie et, plus sournoisement, à l'Europe. **Mais l'atteinte la plus grave à l'image de la démocratie dans le monde vient du retournement des Etats-Unis, jusqu'alors le principal soutien de ses valeurs**. C'est un événement de grande portée que la tentative de coup d'Etat du 6 janvier 2021 ait, en fait, été couverte par le Congrès, par la Cour suprême et finalement par le suffrage universel puisque Donald Trump a été réélu en 2024. Depuis lors, le 47ème Président multiplie les attaques contre le système dont son pays se voulait le garant depuis plus de huit décennies. Pire encore, au nom de la liberté d'expression, ses acolytes, JD Vance et Elon Musk soutiennent activement les forces anti démocratiques en Allemagne, en Roumanie, en Pologne et ailleurs. L'Europe et divers pays d'Amérique et d'Asie restés fidèles à leurs valeurs sont désormais clairement sur la défensive.

*

Pourtant, lorsqu'on demande aux entreprises quel est, pour elles, le système politique le plus propice aux affaires, la réponse fuse : c'est la démocratie. Ceci tient pour une part à des raisons négatives : dans un pays à régime démocratique, les entreprises ne risquent pas d'être prises à parti par les défenseurs des droits de l'homme et autres lanceurs d'alerte. Les très coûteuses campagnes dont elles ont fait l'objet en raison de leur présence au Xinjiang ou au Myanmar ou en Russie leur fait apprécier le confort d'opérer en pays démocratiques. Mais les raisons positives ne manquent pas non plus. Par rapport aux autocraties, la démocratie est le système qui évite l'arbitraire, qui définit les règles du jeu en toute transparence, et qui assure une répartition plutôt équitable de la richesse entre les différentes catégories de la population. Ce n'est certes pas la démocratie au sens étroit du terme – celui qui se limite au seul critère des élections libres – mais la démocratie au sens le plus large, celui qui comprend aussi tous les éléments constitutifs de la vie dans une société démocratique, c'est à dire l'Etat de droit,

une administration à peu près compétente, notamment l'administration de la justice par les tribunaux, la lutte contre la corruption, une certaine liberté de la presse, la stabilité des règles de fonctionnement en collectivité et en particulier le respect des contrats, indispensable pour qu'un investisseur prenne le risque de s'engager.

En vérité, **l'importance cardinale de l'Etat de droit dépasse le simple domaine des affaires**. Il couvre aussi, plus largement, la non rétroactivité de la loi, l'égalité de tous devant la loi, la présomption d'innocence, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la magistrature, en un mot, c'est la règle de droit qui fait la différence entre la barbarie et la civilisation, entre une société hobbesienne livrée à l'arbitraire où les conflits se règlent par la violence et une société apaisée régie par le droit. Au bout du compte, l'Etat de droit est l'essence même de la démocratie.

Inversement, **l'existence d'élections libres mérite d'être relativisée**. Il est trop souvent mis en avant comme le critère essentiel de la démocratie. C'est certes un élément indispensable de la vie démocratique que ce rendez-vous périodique qui, idéalement, donne l'occasion aux gouvernants de rendre compte de leur gestion et de débattre avec leurs concitoyens des orientations futures à donner à la collectivité. Mais reconnaissons que trop souvent**, la grande messe électorale est pervertie**. Au traditionnel bourrage d'urnes s'ajoute désormais les avalanches de « *fake news* » colportées par les réseaux sociaux. Tant et si bien que la décision solennelle du peuple souverain reste sujette à caution et mériterait d'être entourée de solides garanties.

*

Sous cette réserve, **tout ne va tout de même pas si mal dans nos démocraties établies**. Dans beaucoup d'entre elles, le tissu d'associations, de communes, de paroisses, de mouvements confessionnels ou autres restent bien vivant. Dans le cas de **l'Inde**, par exemple, **la plus grande démocratie de la planète** au régime implanté depuis des décennies, les dernières élections n'ont pas mobilisé moins de 970 millions de citoyens, c'est à dire la plus grande participation électorale jamais enregistrée dans le monde. Le réseau associatif brille par son dynamisme et son implication dans la vie publique. Avec 82 000 titres et 400 millions de lecteurs quotidiens, sans même compter les médias numériques, la presse y est très puissante et agit comme un contre-pouvoir. Pas moins de 1 687 partis politiques se disputent le pouvoir tant au niveau fédéral, qu'au niveau des Etats fédérés et jusqu'à celui des conseils de village. C'est dire la force de la société civile en Inde et la vitalité de la démocratie indienne.

Autant une société civile active constitue un soutien précieux à la démocratie, autant ne saurait elle être considérée comme une pourvoyeuse de substituts aux partis politiques. Si ceux-ci sont faibles et manquent de crédibilité, ils doivent se réformer. Mais imaginer qu'en dehors de quelques exceptions, des personnalités de la société civile puissent représenter une alternative durable et crédible à des personnalités élues est illusoire. Ce peut être même une manière de subvertir la démocratie plutôt que de la conforter, tant il est vrai que la société civile se compose surtout de minorités agissantes. **En France en particulier, si la démocratie nationale va mal, mieux vaudrait renforcer la démocratie locale**. Elle fonctionne convenablement à l'échelon départemental et communal **mais c'est la région qui constitue le maillon faible**. En lui donnant un bloc de compétences beaucoup plus complet et significatif, à l'image de ce qui se passe dans les régions allemandes ou italiennes, on pourrait revitaliser significativement la vie politique française.

Ranimer la démocratie passe aussi par la formation**. Il est essentiel de redonner aux jeunes** le respect de la dignité humaine et le sens de la solidarité, et par là même de leur faire comprendre **la valeur de l'engagement au service de l'intérêt général et enrayer la crise des vocations des partis politiques**. Plus prosaïquement, ceux-ci doivent beaucoup mieux s'organiser et revenir à l'une des justifications de première importance de leur raison d'être, qui est précisément la formation. Apprendre aux jeunes à parler, à s'exprimer, à réfléchir, à maîtriser les concepts, c'était jadis la mission première des universités d'été des partis politiques. Elles sont devenues aujourd'hui de simples meetings de rentrée. Il faut qu'elles retrouvent leur rôle initial, qui est fondamental.

Il faut aussi redonner de l'efficacité à l'action politique. **Les démocraties, l'Union Européenne en particulier, sont à la fois beaucoup trop lentes à décider et manquent de vision stratégique**. Sur l'hydrogène, l'Union n'a pas su maintenir les 10 Mds € qu'elle avait provisionnés juste après la Covid. Sur l'IA, elle a réglementé les dangers et risques encourus sans rien faire pour la promouvoir. Sur la mise en œuvre des rapports Letta et Draghi, plus d'un an après leur publication, l'essentiel des mesures à prendre se fait toujours attendre. Il est décidément urgent que les Vingt Sept revoient leur processus de décision, notamment en facilitant davantage l'adoption de textes à la majorité.

L'Europe est un symbole de démocratie, de sérieux, de fidélité à la règle. Le monde attend ses prises de position en espérant y trouver un modèle auquel se rallier. Et le fait est qu'elle représente une force dont elle n'est sans doute pas suffisamment consciente. Après tout, en matière de commerce, les Etats-Unis font 10% des échanges mondiaux de biens et la Chine 13%. Il reste donc 77%, l'écrasante majorité, qui ne demande qu'à s'organiser autour de l'Europe. Elle pourrait prendre la tête d'un front des démocraties

A cet égard, le Délégué général du Québec propose de tirer parti des dernières technologies pour **rendre le commerce « intelligent »**, en enregistrant la traçabilité des biens échangés et de leurs composants. En effet, une quarantaine de pays - dont l'Union européenne, la Canada, l'Australie et le Japon - ont en commun la TVA : d'abord une compréhension complète du commerce **Si on utilisait la même architecture technologique pour numériser la TVA d'un commun accord dans ces quarante pays, on en tirerait trois avantages** intérieur qui aiderait à éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires à l'intérieur ; ensuite, une banque de données extrêmement précieuse identifiant chaque élément composant le produit ; et troisièmement, une plate-forme pour du commerce plurilatéral qui permettrait aux pays participants d'échanger entre eux et, le cas échéant, d'exclure de manière très fine telle ou telle catégorie de produit, par exemple des produits particulièrement sensibles pour tel ou tel secteur de la population. Voilà le type de proposition créative qui pourrait faire grandement progresser le commerce international, et le faire sous *leadership* européen.

En fait, notre continent est pris entre une demande pressante d'Europe de la part du monde démocratique et une pression formidable en raison des défis qui lui sont adressés. La montée de la force contre le droit la met en porte-à-faux elle qui s'est tout entière construite sur le primat du droit sur la force. **Notamment le multilatéralisme, dans lequel l'Europe évoluait avec aisance, est partout battu en brèche**. L'occidentalisation du monde recule face à la montée des Emergents et du fait de **la fracture de l'Occident lui-même**, lié au retournement de notre allié historique américain. Dans ce contexte, la violence devient hors de contrôle dès lors que les régimes autoritaires en font leur instrument principal de conquête. A cela s'ajoute que les Européens maîtrisent de moins en moins les technologies de rupture.

Pour relever ces défis, il faut d'abord être lucide sur nos qualités et nos défauts, nos faiblesses et nos éléments de puissance, ainsi que sur notre poids relatif dans le monde. Ensuite, il faut **rénover l'Union européenne en mettant en œuvre d'urgence les réformes indispensables recommandées par MM. Letta et Draghi**. Enfin, il faut entretenir un dialogue intense avec nos partenaires du monde démocratique**, établir un front des pays d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Océanie qui partagent les mêmes valeurs démocratiques** et qui permette de nous sauver du clivage réducteur et de plus en plus artificiel qui oppose l'Occident et le « Sud global ». Ainsi l'Europe (au sens large, incluant le Royaume-Uni) pourra continuer de participer pleinement à l'écriture de l'histoire du monde.

Philippe COSTE

Ancien Ambassadeur

ANNEXE 1 – LISTE DES INTERVENANTS

Parmi les intervenants de cette 20e édition du Forum du Futuroscope, sont intervenus :

Emmanuel MACRON, Président de la République française**, Salomé ZOURABICHVILI,** Présidente de la Géorgie, **Bruno RETAILLEAU**, Ministre d'État, ministre de l'Intérieur, **Laurent SAINT-MARTIN**, Ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur et des Français de l'étranger, **Eric DUPOND-MORETTI**, ancien Garde des Sceaux, ministre de la Justice, Avocat pénaliste, **Dominique BUSSEREAU**, ancien Ministre, Président de l'Institut français de la gouvernance publique, **Catherine DUMAS**, Sénatrice de Paris, Vice-présidente de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Conseillère de Paris – Élue du 17e arr., **Alain PICHON**, Président du Conseil départemental de la Vienne.

Dr. Laurent ALEXANDRE, Fondateur de Doctissimo, Président de DNAVision, **Félicie BURELLE,** Directrice générale déléguée d'OPmobility, **André CHIENG**, Président-Directeur général de l'Asiatique Européenne de Commerce, Vice-Président du Comité France-Chine, **Jérémie GALLON**, Directeur Europe de McLarty Associates, Chercheur associé à l'Atlantic Council, **Jean GARRIGUES**, Professeur des Universités émérite à l'Université d'Orléans, ancien Président du Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP), Président de la Commission internationale pour l'Histoire des assemblées d'État, **Etienne GIROS**, Président du CIAN et de l'EBCAM, **Vice-amiral Marc-Antoine LEFEBVRE DE SAINT GERMAIN**, Autorité de coordination pour les « affaires numériques », autorité de coordination pour les « affaires de cyberdéfense » à l'État-major de la Marine, **Philippe LI**, Avocat, Président de Korea Europe & You, **Armindo MONTEIRO**, Président de la Confedaraçao Empresaria de Portugal (CIP), **Carlota PEREZ**, Economiste, Professeure à UCL, Professeure honoraire à l'Université de Sussex, **Pedro REBELO DE SOUSA**, Fondateur et Senior Partner de SRS Legal, Vice-Président du Grémio Literario, **Mgr Matthieu ROUGÉ**, Évêque de Nanterre, **Henri-Paul ROUSSEAU**, Délégué général du Québec à Paris, **Alain WEILL**, Président du magazine L'Express.

Fondation Prospective & Innovation : **Jean-Pierre RAFFARIN**, ancien Premier ministre, Président, **Jean-François COPÉ**, ancien Ministre, Maire de Meaux, Président délégué, **Emmanuelle PÉRÈS**, Directrice générale, ancienne Déléguée interministérielle.

L'Express : **Eric CHOL**, Directeur de la rédaction, **Charles HAQUET**, Rédacteur en chef du service Monde, **Béatrice MATHIEU**, Grand reporter économie.

ANNEXE 2 – PROGRAMME DU 20e FORUM DU FUTUROSCOPE

08h30-09h00 Accueil, cafés et dédicaces des ouvrages des intervenants

09h00-09h15 **Mots de bienvenue par :**

- **Alain PICHON**, Président du Conseil départemental de la Vienne
- **Jean-Pierre RAFFARIN**, Ancien Premier ministre, Membre honoraire du Parlement, Président de la Fondation Prospective & Innovation

09h15-09h30 **« Grand angle » par Eric CHOL, Directeur de la rédaction de L'Express**

09h30-10h45 **Table-ronde 1 : Démocratie et prospérité ?**

La démocratie offre un cadre unique, fondé sur la liberté, la prévisibilité et la confiance, qui permet aux entreprises d'investir, d'innover et de construire dans la durée. Dans un environnement mondial où d'autres modèles affichent des performances contrastées, il est essentiel d'entendre celles et ceux qui, au quotidien, font vivre la prospérité dans des contextes démocratiques.
Lors de cette table-ronde, plusieurs chefs d'entreprise partageront leur expérience concrète : que permet la démocratie dans les faits ? Quelles sont les conditions de gouvernance qui favorisent la création de valeur durable ? Et quelles bonnes pratiques peuvent être mises en commun pour renforcer le dialogue entre acteurs économiques et institutions démocratiques ?
Un échange ancré dans le réel, pour mettre en lumière ce que la démocratie rend possible — et comment mieux faire levier ensemble.

Intervenants :

- **Félicie BURELLE,** Directrice générale déléguée d'OPmobility
- **Etienne GIROS,** Président du CIAN et de l'EBCAM
- **Philippe LI,** Avocat, Président de Korea Europe & You
- **Armindo MONTEIRO,** Président de la Confedaraçao Empresaria de Portugal (CIP)
- **Carlota PEREZ,** Economiste, Professeure à UCL, Professeure honoraire à l'Université de Sussex ***(en vidéo)***

10h45-11h05 **Allocution de Laurent SAINT-MARTIN, Ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur et des Français de l'étranger**

Allocution de Bruno RETAILLEAU, Ministre d'État, ministre de l'Intérieur *(en vidéo)*

11h05-12h05 **Table-ronde 2 : Les sociétés civiles peuvent-elles sauver les démocraties ? »**

Fondée sur la liberté, la participation et l'État de droit, la démocratie offre un cadre unique pour concilier pluralisme, responsabilité collective et innovation sociétale. Mais ce modèle est aujourd'hui mis à l'épreuve : montée des extrêmes, fragmentation du débat public, faiblesse de participation aux élections, remise en cause des institutions, dérives informationnelles…
Dans ce contexte, les sociétés civiles apparaissent comme des forces de proposition et de régulation précieuses. Par leur capacité à mobiliser, à alerter, mais aussi à expérimenter de nouvelles formes d'engagement, elles participent à la vitalité démocratique. Comment renforcer ces contributions ?

Quelles synergies construire avec les institutions, les entreprises ou les médias ? Et comment tirer parti des nouvelles technologies sans fragiliser les principes démocratiques ?
Cette table ronde mettra en lumière des expériences concrètes, des initiatives prometteuses et des pistes de réflexion pour valoriser et favoriser une gouvernance adaptée aux enjeux contemporains.

Intervenants :

- **Dr. Laurent ALEXANDRE,** Fondateur de Doctissimo, Président de DNAVision
- **Dominique BUSSEREAU,** ancien Ministre, Président de l'Institut Français de la Gouvernance Publique
- **Catherine DUMAS,** Sénatrice de Paris, Vice-présidente de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Conseillère de Paris – Élue du 17e arr.
- **Jean GARRIGUES,** Professeur des Universités émérite à l'Université d'Orléans, ancien Président du Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP), Président de la Commission internationale pour l'Histoire des assemblées d'État
- **Mgr Matthieu ROUGÉ,** Evêque de Nanterre

12h05-12h20 **Intervention d'Alain WEILL, Président de L'Express, Fondateur de Bfm sur « Démocratie & Media »**

12h20-12h35 **Synthèse par Jean-François COPÉ, ancien Ministre, Maire de Meaux, Président délégué de la Fondation Prospective & Innovation**

12h50-14h20 *Déjeuner offert par le Conseil départemental de la Vienne*

14h30-15h00 **Allocution d'Éric DUPOND-MORETTI, ancien Garde des Sceaux, ministre de la Justice**

Allocution d'Emmanuel MACRON, Président de la République française *(en vidéo)*

15h00-15h15 **Allocution de Salomé ZOURABICHVILI, Présidente de la Géorgie (en vidéo)**

15h15-16h30 **Table-ronde 3 : Quels leaderships dans les relations internationales ?**

À mesure que les équilibres géopolitiques se redessinent, les notions de leadership et de légitimité internationale sont profondément bousculées. L'affaiblissement du multilatéralisme, la montée en puissance des régimes autoritaires, les ingérences numériques et les fractures multipolaires mettent à l'épreuve l'ordre international hérité de l'après-guerre.
Dans ce contexte instable, quelles formes de leadership peuvent encore porter une vision fondée sur la paix, la coopération et le respect du droit ? Quelles voix, quels modèles, quelles alliances sont capables de faire contrepoids aux logiques de puissance brute et de fragmentation ? Comment l'Europe, en particulier, peut-elle – et doit-elle – assumer un rôle structurant dans la défense des principes démocratiques sur la scène mondiale ?
Cette troisième table-ronde sera l'occasion d'appeler à un sursaut, qu'il soit stratégique, politique et moral, pour que les acteurs attachés à la liberté, à la responsabilité et à la solidarité puissent encore peser dans le monde qui vient.

Intervenants :

- **Jérémie GALLON,** Directeur Europe de McLarty Associates, Chercheur associé à l'Atlantic Council
- **Henri-Paul ROUSSEAU,** Délégué général du Québec à Paris
- **Vice-amiral Marc-Antoine LEFEBVRE de SAINT GERMAIN,** Autorité de coordination pour les « affaires numériques », autorité de coordination pour les « affaires de cyberdéfense » à l'État-major de la Marine
- **Pedro REBELO de SOUSA,** Fondateur et Senior Partner de SRS Legal, Vice-Président du Grémio Literarion

Avec la participation d'Eric DUPOND-MORETTI, ancien Garde des Sceaux, ministre de la Justice

16h30-16h45 **Synthèse des réflexions par Charles HAQUET, Rédacteur en chef du service Monde de L'Express, et Béatrice MATHIEU, Grand reporter économie à L'Express**

16h45-17h00 **Clôture du Forum du Futuroscope par** :

- **André CHIENG**, Président-Directeur général de l'Asiatique Européenne de Commerce (AEC), Vice-Président du Comité France-Chine
- **Jean-Pierre RAFFARIN**, Ancien Premier ministre, Membre honoraire du Parlement, Président de la Fondation Prospective & Innovation